

Rapport annuel voté en plénière du 10 décembre 2014

L'agriculture familiale

Déclaration du groupe de la CFE-CGC

Le groupe remercie la rapporteure ainsi que toute l'équipe pour ce rapport équilibré. La tâche n'était pas mince tant notre monde est mouvant marqué par l'impuissance des politiques, l'omniprésence de la finance, marqué par des menaces sur la stabilité sociale, sur le climat, par le développement de l'individualisme.

Les équilibres recherchés durant les Trente Glorieuses ont été mis à mal par une libéralisation galopante à partir des années quatre-vingt, celle-ci a d'abord dopé la croissance, mais la diminution de la part des salaires dans la valeur ajoutée, l'augmentation de dividendes, bien au-delà des bénéfices des grandes entreprises, associée qui plus est à un investissement insuffisant pour préparer l'avenir, ont mis à mal nos modèles.

La crise financière aurait pu tout emporter avec elle si d'importants plans de soutien n'étaient pas venus secourir les banques calmant le jeu de la spéculation et évitant une crise de confiance brutale.

Pour autant, ces plans n'ont pas été efficaces pour relancer l'économie. En Europe, la course au moins-disant fiscal et social est une course à l'abîme ; le dogme de la concurrence par les coûts est suicidaire. À terme, il augmente le chômage, accroît l'endettement et crée de la récession au point de risquer la déflation, phénomène dont on ne sait comment sortir.

La politique de rigueur imposée en Europe raréfie les recettes fiscales et handicape à la fois la diminution des déficits et les capacités de relance qui dès lors devient auto-entretenu.

D'autres dangers frappent à la porte : accélération d'épuisement des ressources naturelles, changements climatiques, inefficacité de la politique de l'emploi, problématique du logement, développement de la pauvreté, pour n'en citer que quelques-uns. Tout ce qu'il faut pour créer un climat de doute, de sinistrose dans la société.

Prenons garde à ne pas tomber à un point de rupture en cassant les protections sociales, elles ont été un amortisseur de crise efficace et nécessaire. Notre modèle social doit être préservé.

Attention à ne pas jouer avec le feu avec la fiscalité alors que les recettes de l'État reposent trop largement sur les classes moyennes et moyennes supérieures et que de nouveaux effets de seuil naissent sans cesse. Qu'arriverait-il si ces classes refusaient de s'acquitter de l'impôt comme le font certaines entreprises ?

À ce propos, nous regrettons que ce rapport n'ait pas clairement tiré la sonnette d'alarme face aux attaques contre le quotient familial et la réduction des allocations familiales en fonction du revenu

des ménages. Ces domaines sont faits pour organiser une redistribution horizontale pas verticale. Il existe d'autres instruments pour cela. On vient de mettre le doigt dans un engrenage fort dangereux.

Dans ces conditions, on pourrait un jour opérer les remboursements de sécurité sociale en fonction du revenu. C'en serait terminé pour notre modèle universel.

Nous souhaitons insister sur les recommandations suivantes : lutter contre le risque de déflation en abandonnant une concurrence prioritairement ciblée sur les coûts, faire des investissements ciblés un des moteurs de sortie de la crise notamment pour assurer la transition écologique, modifier la politique du logement un secteur riche en emplois et indispensable au modèle social, relancer l'ascenseur social.

Nous devons éviter le délitement de notre société. Nos concitoyens ne croient plus en aucun modèle, les jeunes ont de plus en plus de difficultés à entrer dans la vie active, tout se passe comme si l'horizon était bouché, or la France fournit des talents de créateurs qui intéressent d'ailleurs nombre d'autres pays. Il faut arrêter le *french bashing* et retrouver confiance en l'avenir. Il est temps que les entreprises qui en ont les moyens se remettent à entreprendre, c'est-à-dire à investir plutôt que de tout attendre de l'aide de l'État.

Songeons que la fraude fiscale et sociale, qu'elle vienne des entreprises ou des individus, représente bien plus d'argent que le déficit de la Sécurité sociale et encore je ne parle même pas d'optimisation fiscale pour l'instant légale.

En dépit de ces quelques regrets, le groupe a voté, sans état d'âme, ce rapport.